

LE PRADET (Var)**25 ARR PM PERM 046****ARRÊTÉ PERMANENT****DEPLACEMENT DU MARCHÉ HEBDOMADAIRE****(En cas de manifestations, cérémonies, travaux)**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

VU le code pénal et notamment les articles : R610-6 – R644-2,

VU la Loi des 2 et 17 mars 1791 relative à la liberté du commerce et de l'industrie,

VU le règlement Sanitaire Départemental du Département du Var, approuvé par arrêté préfectoral en date du 25 février 1980, modifié en mars 2003,

VU l'arrêté municipal N° 24 ARR PM PERM 018 en date du 26 janvier 2024, réglementant le marché hebdomadaire du Pradet,

Considérant que lors de manifestations, cérémonies, travaux ou tout autre événement en centre-ville et notamment sur les parkings du Général de Gaulle et Armée d'Afrique, il conviendra de relocaliser le marché du vendredi, dans le parc Cravero;

ARRÊTONS

Article 1 : Lors de manifestations, événements particuliers, travaux ou autres, dans le centre-ville et notamment sur les parkings du centre, le marché hebdomadaire du vendredi se tiendra dans le parc Cravero,

Article 2 : Les déplacements du marché hebdomadaire se feront après avoir prévenus les organisations professionnelles.

Article 3 : Les commerçants non sédentaires non titulaires d'un emplacement fixe sur le marché ne seront pas acceptés ces jours-là.

Article 4 : Les emplacements sont attribués en priorité au commerçant déjà titulaire d'un emplacement fixe en fonction de son ancienneté sur le marché sous réserve que la nature de ses produits vendus ne soit pas identique à celle des voisins immédiats et de celui de face ou excédent de même marchandise.

Article 5 : L'accueil et la mise en place des commerçants se fera à partir de six heures (6h)

Article 6 : Les transactions avec la clientèle ne peuvent en aucun cas commencer et se poursuivre en dehors des horaires suivants :

- Début des marchés : 8h00
- Fin des marchés : 12h30

En tout état de cause, les commerçants arrivant après l'heure de début des marchés ne pourront plus être admis sur ces dits marchés.

Article 7 : Le départ avec démontage préalable des étals, remballage des marchandises et nettoyage des emplacements doit se faire :

- Après 12h30 et avant 13h15

Article 8 : L'application de la taxe de droit de place est basée sur le mètre linéaire occupé reste inchangée.

Article 9 : Les usagers du marché sont tenus de laisser leur emplacement propre. Aucun résidu ne devra subsister sur les lieux.

Ainsi, les usagers doivent rassembler en vue de leur recyclage, les détritiques d'origine végétale ainsi que les huiles alimentaires et ce, séparément de ceux d'origine animale lesquels ne doivent pas être jetés sur le sol, mais déposés dans des emballages étanches.

Les emballages vides (caisses, cageots, cartons, etc.) doivent être regroupés et empilés dans les places pour faciliter leur collecte par le service du nettoyage.

Article 10 : Les propos ou comportements (cris, chants, gestes, micros et hauts parleurs, etc.) de nature à troubler l'ordre public, sont également interdits, conformément aux lois en vigueur ainsi qu'un mauvais comportement envers la plâcière.

Il est absolument interdit aux commerçants et à leur personnel de troubler l'ordre dans le marché.

Article 11 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.

Article 12 : Madame La Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale son chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
<p>- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .</p> <p>- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire</p> <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>